DECLARATION LIMINAIRE AU CHSCT DU 22 MAI 2017

Monsieur le Président,

Le 7 mai a vu l'élection présidentielle d'Emmanuel Macron. Les Banques, le CAC40 et le MEDEF sont rassurés, la France sociale n'est pas pour demain. Notons tout de même que déjà ministre, le président voulait supprimer les CHSCT, et que ce projet est toujours d'actualité.

Le gouvernement constitué méprise les 5,5 millions de fonctionnaires qui ne seront pas représentés faute de ministère de la Fonction Publique. Etre rattaché à Bercy et tout particulièrement au ministre de l'action et des comptes publics fait craindre le pire et n'est pas une bonne nouvelle pour les personnels.

Attaché au service public, Solidaires Finances s'opposera systématiquement aux attaques contre les fonctionnaires, tant sur leur personne que sur leur utilité. L'instauration d'un droit à l'erreur des entreprises auprès de l'Administration sera une nouvelle attaque frontale au sérieux et au professionnalisme des agents et sera sans nul doute un nouveau risque psycho-social.

En matière de risques psycho-sociaux, à la DGFiP, l'observatoire interne ou baromètre social, instauré en 2012 et destiné à mesurer le ressenti des agents, a livré ses derniers résultats qui démontrent une incontestable aggravation des conditions de travail : Solidaires Finances constate une augmentation significative de l'ensemble de ces indicateurs : 63 % des agents sont pessimistes sur leur avenir professionnel, 95 % affirment devoir toujours travailler dans l'urgence, 67 % trouvent le climat social mauvais, voire très mauvais et pour 80 % des agents le stress devient omniprésent. Nul doute que ce baromètre social obtiendrait les mêmes résultats dans les autres administrations. Les DUERP mis à l'ordre du jour de ce CHSCT démontrent, s'il fallait encore le faire, nos propos. En effet, si la part des différents risques psycho-sociaux ne cesse de croître dans les différents DUERP, Solidaires Finances estime que cette part est encore sous-estimée au regard du déroulement des groupes de travail DUERP.

Solidaires Finances dénonce le simple suivi administratif et statistique des outils permettant l'appréciation des conditions de travail. Nous exigeons une véritable politique de prévention des risques professionnels. A quand une véritable politique de prévention sans contrainte budgétaire, et surtout à la hauteur des enjeux !? Ce comité ne peut ignorer la souffrance des agents au travail, et faut-il le rappeler, a vocation à la combattre en obligeant les différentes administrations à établir de vrais plans de prévention.

Solidaires Finances, dans sa liminaire ne reviendra pas sur les trop nombreux points mis à l'ordre du jour, mais interviendra au fil des débats. Néanmoins, nous dénonçons encore une fois la lourdeur de l'ordre du jour et affirmons qu'il s'agit là d'une volonté délibérée d'entraver l'action du comité. Tout est fait pour que les sujets soient survolés et les travaux bâclés. Nous prendrons le temps nécessaire à l'examen sérieux de chaque sujet quitte à prolonger cette séance à une date ultérieure. Nous ne laisserons pas l'Admnistration brader les conditions de vie au travail des agents. Pour rappel, le CHSCT du Nord a la lourde responsabilité d'assurer la qualité de vie et la santé au travail de plus de 5000 agents.

Pour conclure, Solidaires Finances dénonce l'attitude irrespectueuse de certains représentants des administrations qui demandent le bouleversement de l'ordre du jour en fonction de leur agenda, faisant peu de cas de la hiérarchisation des préoccupations HSCT, et n'assistent aux débats que le temps de l'exposé de leur sujet. Monsieur le président, nous vous demandons de faire respecter cette instance en mettant fin à cette pratique.